

Pétition - Pour une refonte du financement des cultes (4.11.10)

Nous constatons que le culte catholique romain thésaurise encore plus de 75% du budget du SPF Justice pour le financement du culte, et plus de 90% des subsides communaux, provinciaux et régionaux, le tout pour une somme totale d'environ 250 millions d'euros, alors qu'à peine 44% des Belges francophones se définissent encore comme catholiques

Nous constatons également que les autorités supérieures des religions monothéistes adoptent des positions hostiles à diverses législations progressistes (droits des homosexuels, euthanasie, contraception, interruption volontaire de grossesse). Nous remarquons de manière générale une radicalisation conservatrice de leur part. Nous n'admettons pas la protection que l'Eglise catholique romaine de Belgique accorde à certains de ses membres, en les protégeant de l'intervention de la Justice.

Nous estimons que la façon dont est structuré le financement de la laïcité organisée et des cultes n'est pas en adéquation avec la réalité sociologique du pays et porte préjudice à tous les progressistes, laïcs et croyants.

C'est pourquoi nous exigeons de nos élus qu'ils légifèrent afin de mettre fin à la loi de financement des cultes en vigueur depuis 180 ans. Nous leur demandons d'opter pour un impôt « philosophiquement dédié » étendu aux actions « spirituelles et non marchandes ».

Concrètement, il ne s'agit pas d'une taxe supplémentaire. Il s'agit d'indiquer sur sa déclaration d'impôt l'affectation d'un pourcentage des taxes (payées de toute manière) pour un culte, la laïcité organisée, ou une cause non marchande de son choix (organisation non gouvernementale, fond artistique ou de préservation du patrimoine, activité scientifique humanitaire,...)

Cette idée a plusieurs avantages :

- Elle donne la possibilité au citoyen de se responsabiliser et de choisir en fonction de ses convictions.
- Elle rapproche le financement des cultes au nombre d'adeptes.
- Elle oblige ces instances à pratiquer plus de transparence et les amène à convaincre la population, avec des paroles et par leurs pratiques, que l'argent octroyé est bien utilisé.

Une initiative lancée par le Parti Communiste Wallonie-Bruxelles et peut être souscrite sur leur site (lien ci-dessous)

Links

[Parti Communiste Wallonie-Bruxelles](#)

.